



HAL
open science

Les alaouites de Syrie, une communauté ambiguë

Sabrina Mervin

► **To cite this version:**

Sabrina Mervin. Les alaouites de Syrie, une communauté ambiguë. Sabrina Mervin, Nabil Mouline. Islams politiques. Courants, doctrines et idéologies, CNRS Editions, pp.167-175, 2017, 978-2-271-09441-4. halshs-01870838

HAL Id: halshs-01870838

<https://shs.hal.science/halshs-01870838>

Submitted on 9 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les alaouites de Syrie, une communauté ambiguë

Sabrina Mervin

Longtemps, les alaouites ont fait l'objet de stéréotypes et d'idées reçues. Leurs croyances et leurs pratiques religieuses aux marges de l'islam ont d'autant plus fasciné les orientalistes qu'elles étaient soumises au secret : seuls les initiés, au sein de la communauté, y avaient accès. Aujourd'hui, elles intéressent les médias mis en demeure d'exposer des doctrines complexes et méconnues en quelques lignes et pressés d'expliquer comment le groupe s'inscrit dans le « camp chiite », contre le « camp sunnite ». Aussi ces doctrines sont-elles souvent réduites, en négatif, aux accusations de mécréance portées contre elles, notamment par le biais d'une fatwa émise par le juriste hanbalite Ibn Taymiyya en 1305, elle-même brandie par des islamistes sunnites aussi soucieux d'imposer leur conception de l'orthodoxie que de disqualifier leurs ennemis pour mieux les combattre. Du point de vue politique, les alaouites sont accusés d'avoir confisqué le pouvoir en Syrie et de faire bloc pour soutenir Bachar al-Assad, censé leur assurer sécurité et prospérité. Bien plus, le régime est souvent qualifié de régime alaouite. On verra que la situation ne peut se résoudre en ces caricatures rapides. Cependant, les alaouites eux-mêmes ne sont pas exempts d'entretenir des récits qui soutiennent l'élaboration de leur mémoire - celle d'un groupe socialement défavorisé, éternellement opprimé par l'autre. Le soulèvement de 2011, dans cette perspective, est vu comme la revanche sunnite à une ascension politique et sociale qui leur avait enfin permis de participer à l'aventure nationale, particulièrement depuis les années 1970. Ce discours, qui fait déjà l'objet de critiques internes, doit évidemment être modulé.

Les alaouites constituent entre 10 et 12% de la population syrienne (environ 2 millions d'individus). Ils vivent, à la veille de 2011, dans leur fief historique - la chaîne de montagnes qui longe la Méditerranée, à l'ouest de la Syrie - dans certaines villes de la côte (Latakia, Tartous), ainsi que dans les grandes villes syriennes (Damas, Homs, Hama). Ils sont présents au nord du Liban, dans le 'Akkar, et au sud, à la frontière libano-syrienne, un village occupé par Israël, Ghajar, constitue une petite poche. En Turquie, plus important en nombre, on les trouve dans la province du Hatay et dans les villes de Mersin, Adana et Tarse, suite à la cession à ce pays, par la France, en 1921, de la Cilicie et, en 1939, du Sandjak d'Alexandrette. Ainsi, il ne faut pas les confondre avec les alévis d'Anatolie dont les doctrines, proches du chiisme duodécimain, sont distinctes.

L'appellation même des alaouites pose problème, d'autant qu'elle est récente. On ne connaît pas vraiment la manière dont ils se désignaient avant la fin du 19^e siècle, quand elle a été adoptée. Il semble qu'ils se présentaient comme les disciples d'al-Khasibi (m. 969), un érudit proche du onzième Imâm de la lignée des chiites duodécimains, lorsqu'ils évoquaient leurs doctrines ; ou bien ils se disaient paysans (*fallah*), en renvoyant à la condition sociale de la majorité d'entre eux. L'hérésiographie musulmane les classe parmi les *ghulat*, ceux qui « exagèrent » (sous-entendu : leur vénération pour les imams) et elle les nomme *nusayriyya* (francisé en nosaïris), du nom d'Ibn Nusayr (m. 864), un disciple des dixième et onzième imams dont les écrits ont marqué la tradition alaouite. Les historiens ont conservé ce terme pour décrire le groupe et ses doctrines et les voyageurs étrangers l'ont repris en le déformant, ce qui donna Ansarieh. C'est ainsi que la montagne où ils vivaient fut appelée Monts Ansarieh – fameuse « montagne refuge » susceptible désormais de faire partie de ce que l'on appelle le « réduit alaouite », où le régime syrien de Bachar al-Assad pourrait être acculé à se replier.

Dans la seconde moitié du 19^e siècle, alors que l'Empire ottoman sur le déclin réformait et modernisait son administration, des religieux, lettrés et urbanisés, commencèrent à s'identifier comme *'alawi*, terme qui sera ensuite francisé en alaouite. Ils se rattachaient ainsi à 'Ali, premier imam pour toutes les branches du chiisme : une manière de se départir du terme nosaïris, péjoratif, et de s'inclure dans l'islam tout en soulignant leurs particularités. 'Ali est vénéré par les alaouites, à tel point que ceux-ci furent accusés de le déifier. Dans les doctrines transmises par al-Khasibi, il fait partie d'une triade dont il est le sens (*ma'na*), le Prophète Muhammad le nom (*ism*), et son compagnon Salman la porte (*bab*). Les croyances ésotériques et mystiques imprégnées de néoplatonisme des alaouites étaient au cœur des doctrines du « proto-chiisme ». Temps cyclique et transmigration des âmes en font partie. L'unicité divine constitue un principe cardinal, et le Coran est le livre sacré, comme dans tout l'islam ; les alaouites en ont développé des doctrines à laquelle sont initiés les jeunes garçons. Ils reconnaissent par ailleurs la lignée des douze Imâms vénérée par les chiites duodécimains majoritaires. Comme tous les chiites, ils pratiquent la *taqiyya*, principe islamique permettant au croyant dont la vie et les biens sont menacés de dissimuler sa foi. En tant que minorités dans l'islam, les chiites en général, et les alaouites en particulier, sont régulièrement soupçonnés d'y recourir, à tel point que c'est devenu un stéréotype. D'ailleurs ils ne furent pas toujours persécutés mais surent préserver leur ordre social local en s'intégrant dans un ensemble – notamment l'Empire ottoman. Les travaux de l'historien Stefan Winter montrent le pragmatisme de la politique de coexistence ayant prévalu tout au long d'une histoire qui ne connut pas que des périodes sombres ou des révoltes matées dans la violence.

Le territoire des alaouites est néanmoins isolé, car en majorité rural, et l'instruction y fait défaut quand la Société des Nations accorde un mandat à la France sur la Syrie, en 1920, au lendemain du démembrement de l'Empire ottoman. Le discours victimaire de certains alaouites trouve écho dans la politique française qui vise à assurer la protection des minorités pour mieux les séparer de la majorité, sunnite, et du nationalisme arabe dont elle se réclame. Diviser pour mieux régner, dira-t-on : la Syrie est morcelée. Un Territoire, puis un État alaouite sont créés. Des alaouites intègrent l'Armée du Levant

aux côtés d'autres éléments issus de groupes minoritaires (chrétiens, druzes). Notables, religieux et lettrés alaouites sont divisés, pendant toute la durée du mandat, sur la question de l'éventuelle union de l'État des Alaouites à la Syrie. Finalement, la région est intégrée à l'État syrien indépendant en 1943.

Pendant cette période, les liens qu'avaient noués une poignée de clercs alaouites et chiites duodécimains depuis 1911 commencent à porter ses fruits. Un rapprochement s'amorce. Lorsque les autorités françaises créent des tribunaux alaouites en 1922, les juges alaouites qui y siègent se réfèrent au droit islamique dit ja'farite, c'est-à-dire à celui qu'ils ont emprunté aux chiites duodécimains, et se disent musulmans, au grand dam des autorités françaises. En 1936, alors que les débats sur l'union avec la Syrie vont bon train, à la veille de la signature du traité franco-syrien, des clercs alaouites proclament leur arabité et leur adhésion à l'islam, pour soutenir la position de l'union. Le mufti de Jérusalem, sollicité pour avis, entérine la déclaration par une fatwa, afin d'appuyer l'union syrienne. Après l'indépendance de la Syrie, des clercs alaouites poursuivirent le rapprochement avec les duodécimains, présenté comme un « retour » au chiisme. Une association est fondée et en 1952, et les clercs « ja'farites » sont reconnus par l'État syrien comme corps constitué.

Tous les alaouites n'adhèrent pas à ce mouvement qui consiste à rationaliser leurs doctrines ; il semble qu'il soit plutôt minoritaire. Cette divergence ajoute aux disparités doctrinales qui existaient dans la religion traditionnelle, augmentée d'un schisme apparu durant le mandat, la Murshdiyya, du nom de Sulayman al-Murshid (m. 1946), prophète, thaumaturge et homme politique. En d'autres aspects, la société alaouite ne forme pas un bloc homogène ; elle est en outre divisée en tribus. Cette fragmentation d'une identité « communautaire » en construction s'accroît, après l'indépendance, entre les alaouites de la montagne et ceux de la côte, et, surtout entre ceux qui restent sur leur territoire et ceux qui migrent vers les grandes villes syriennes : Homs et Hama, puis Damas et Alep. Pour échapper à leur condition sociale, ils intègrent l'armée et investissent le parti Baath, attirés par son idéologie combinant socialisme, nationalisme arabe, et laïcité. En 1963, un coup d'état militaire est perpétré par quatre officiers, dont trois alaouites : l'un d'eux est Hafez al-Assad. L'accession des alaouites aux postes clés de l'armée est dès lors favorisée à condition qu'ils offrent leur inconditionnel soutien au régime. C'est la logique de Hafez al-Assad qui parvient au pouvoir en 1970 : « Tu es avec Assad, tu es avec toi-même », leur dit-il. Ainsi, des alaouites s'infiltrèrent dans les rouages du pouvoir et participent au contrôle sécuritaire de la société comme à la confiscation des ressources. En 1982, la rébellion des Frères musulmans à Hama est écrasée dans le sang ; c'est, entre autres, une réponse à leurs attaques contre les alaouites.

Assad s'appuie sur des forces diverses et d'autres communautés dans ses stratégies clientélistes ; au sein de la sienne, il privilégie son propre clan au détriment des autres. Il détruit les structures tribales et sape l'autorité des grands chefs religieux traditionnels pour se constituer comme le seul recours. Certes, il conduit une politique de développement économique de sa région d'origine, mais il ne change pas la condition des petits fonctionnaires alaouites, guère mieux lotis que les autres. Les logiques claniques sont reprises par son fils Bachar qui, à la faveur d'une ouverture économique,

s'entoure d'une clique affairiste. Pendant ce temps, la société syrienne a changé et les alaouites s'y sont intégrés, particulièrement dans le tissu urbain. Lorsque le soulèvement éclate en 2011, ils ont certes connu une ascension sociale depuis les années 1960 mais ils ne profitent pas de la manne économique réservée à de petits groupes mafieux.

Les premières manifestations affichent le pacifisme et l'unité du mouvement : « Sunnites, alaouites, nous voulons tous la liberté », « Le peuple syrien est un, un, un ! », scandent les contestataires. Des alaouites entrent au Conseil national syrien qui tente de fédérer l'opposition, de l'extérieur. Des voix s'élèvent, des icônes comme l'actrice Fadwa Suleiman et l'écrivaine Samar Yazbek représentent un courant d'intellectuels alaouites qui s'engagent dans la protestation. La réaction ne se fait pas attendre : Bachar al-Assad met en place une implacable stratégie de division de la société et de professionnalisation du conflit. Des milices alaouites sont créées (les *shabiha*). Si l'appui du régime à des réseaux salafistes date du début des années 2000, il s'accroît : ils sont libérés de prison et les portes de la Syrie sont ouvertes à ceux qui affluent du Liban ou d'ailleurs. Cela changera radicalement la nature de la rébellion. En 2012, les alaouites sont majoritaires dans le gouvernement (26 ministres sur 32). Le discours contre le gouvernement prend des accents anti-alaouites ou anti-chiïtes qui émanent des djihadistes ; des lieux de culte sont visés. « C'est moi ou le chaos » déclare en substance Bachar al-Assad, se posant comme l'unique rempart à une situation qu'il a lui-même provoquée. Il prend en otage sa propre communauté, acculée à la loyauté pour assurer sa sécurité. Celle-ci paie un lourd tribut à la guerre civile qui s'est installée dans le pays car ses fils constituent la chair à canon du régime. N'ayant plus de marge de manœuvre, hormis quelques intellectuels réfractaires exilés, une grande partie de la communauté se range du côté de Bachar al-Assad. Si elle se replie sur son territoire, elle est aussi toujours présente à Homs et à Damas (environ 500 000 alaouites résident dans la capitale).

Il faut cependant noter que la doctrine alaouite n'est pas instrumentalisée politiquement par le régime, ni avant, ni pendant le conflit. Avant le conflit, les Assad, père et fils prônent la laïcité à la mode baathiste, tout en prenant soin de s'allier avec les nantis de toutes les communautés religieuses. Paradoxalement pour un pays « laïc », si l'islam n'est pas stipulé comme religion de l'État dans la Constitution, il est la religion du président. Les Assad, père et fils, tentent de se rapprocher du sunnisme et s'affichent en prière, à la mosquée des Omeyyades, le vendredi. Parallèlement, ils soutiennent le rapprochement doctrinal avec le chiïsme duodécimain que des hommes d'affaire syriens concrétisent en développant le tourisme religieux dans des lieux saints susceptibles d'être estampillés « chiïtes ». Ce tourisme, en majorité iranien, a constitué la facette économique d'une alliance avec l'Iran, d'où découle celle avec le Hezbollah libanais, toutes deux aussi politiques et stratégiques que l'alliance avec la Russie. Quant à la religion des alaouites durant la période contemporaine, elle reste à étudier et à documenter, dans toutes les variantes de ses croyances et de ses pratiques.